



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service eau et risques

Unité gestion qualitative et milieux aquatiques

Affaire suivie par : Geneviève SOLER

☎ 04 66 62 65 22

Courriel : genevieve.soler@gard.gouv.fr

ARRÊTÉ PREFECTORAL N° 30-2023-09-14-00014

Portant autorisation de pêches électriques d'inventaire scientifique pour l'étude de la faune piscicole sur le cours d'eau du Rhône en aval du rejet de la station d'épuration de Caveirac, préalable à sa cessation d'activité, sur la commune de Langlade

Le préfet du Gard
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

VU Le Code de l'Environnement et notamment les articles L.436-9 et R.432-6 à R.432-11.

VU L'arrêté interministériel du 2 février 1989 relatif à l'utilisation des installations de pêche à l'électricité.

VU La circulaire PN/SPH n° 89/626 du 20 février 1989 qui régit les autorisations exceptionnelles de capture à des fins scientifiques.

VU Le décret n° 2016-417 du 7 avril 2016 modifiant diverses dispositions du code de l'environnement relatives à la pêche en eau douce et notamment l'article R. 432-6.

VU L'arrêté préfectoral n° 30-2023-08-21-00016 en date du 21 août 2023 portant délégation de signature en matière d'administration générale à monsieur Sébastien FERRA, directeur départemental des territoires et de la mer du Gard.

VU La décision préfectorale n° 2023-SF-AG03 du directeur départemental des territoires et de la mer du Gard en date du 23 août 2023, portant subdélégation de signature en matière d'administration générale.

Vu Le décret du 13 juillet 2023 nommant M. Jérôme BONET, préfet du Gard.

VU La demande d'autorisation de pêches électriques d'inventaire scientifique pour l'étude de la faune piscicole, sur le cours d'eau du Rhône en aval du rejet de la station d'épuration de Caveirac, préalable à sa cessation d'activité, sur la commune de Langlade, transmise le 13 juillet 2023 à la direction départementale des territoires et de la mer du Gard – service eau et risques, par le bureau d'études AQUASCOP – Domaine de Céléçès – 1520, route de Céléçès – 34270 Saint-Mathieux-de Trévières.

VU L'avis favorable de l'office français de la biodiversité (OFB) - service départemental du Gard en date du 31 août 2023.

VU L'accord tacite de la fédération de pêche du Gard.

VU L'accord tacite du président de l'A.A.I.P.P.E.D. Rhône Aval Méditerranée.

CONSIDERANT Que le bureau d'études AQUASCOP est mandaté par le bureau d'études BIOTOPE pour réaliser des pêches électriques d'inventaire en septembre 2023.

CONSIDERANT Que la pêche scientifique réalisée par le bureau d'études AQUASCOP s'inscrit dans le cadre du diagnostic écologique du tronçon du Rhony alimenté par la station d'épuration de Caveirac, au préalable de sa cessation d'activité prochaine, sur la commune de Langlade.

CONSIDERANT Que la demande d'autorisation de pêche scientifique de l'IRSN est conforme aux exigences de la circulaire PN/SPH n° 89/626 du 20 février 1989 qui régit les autorisations exceptionnelles de capture à des fins scientifiques.

SUR PROPOSITION de monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Gard.

ARRÊTE

Article 1er : Bénéficiaire de l'autorisation

Le bénéficiaire de cette autorisation est le bureau d'études AQUASCOP sise au domaine de Cécélès – 1520, route de Cécélès – 34270 Saint-Mathieu-de-Trévières.

Article 2 : Responsables de l'exécution matérielle de l'opération

- * monsieur Rémi BOURRU, chargé d'études, référent prestations drone.
- * monsieur Arnaud CORBARIEU.
- * monsieur Marc LANDAIS.
- * monsieur Stéphane MARTY.
- * monsieur Christian RICHEUX.
- * monsieur Baptiste SEGURA.
- * monsieur Vincent BOUCHAREYCHAS.
- * madame Aurélie BURGNIES.
- * madame Sylvie DAL DEGAN.
- * monsieur Hugo DANIEL.
- * madame Marjory DAPREY.
- * madame Léa FERRET.
- * monsieur Frédéric GARBUTT.
- * monsieur Nicolas CLAISSE.
- * monsieur Mathieu GEORGEON.
- * monsieur Nikita GINER-BLOUQUET.
- * madame Jennifer GSTALDER.
- * madame Manon JEZEQUEL.
- * madame Camille LATOURNERIE.
- * madame Aurélie MARQUIS.
- * madame Alexandra NIEL.
- * monsieur Jacques NIEL.
- * monsieur Hugo PICHOL.
- * monsieur Vincent PICHOT.
- * monsieur Robin REGUIG.
- * madame Adeline RENAUD

- * monsieur Antoine ROBE.
- * monsieur Julien SALANON.
- * monsieur Geoffroy SEVENO.
- * monsieur Thibault DAUBAS.
- * madame Océane CARON.
- * madame Mathilde BERTRAND.
- * madame Amandine LERUSTE-CALPENA.
- * madame Carla LIOTARD.
- * madame Nesma GUIGEN
- * autres personnels et prestataires d'AQUASCOP ou de ses partenaires habilités.

Article 3 : Validité

La présente autorisation est valable à partir de la date de notification de cet arrêté préfectoral jusqu'au 30 septembre 2023.

Article 4 : Objectifs poursuivis

Les pêches électriques d'inventaire scientifique sont réalisées pour l'étude de la faune piscicole du Rhony en aval du rejet de la station d'épuration de Caveirac, préalable à sa cessation d'activité.

Article 5 : Lieu de capture

Le bénéficiaire effectue des pêches d'inventaire scientifique sur le cours d'eau du Rhony en aval du rejet de la station d'épuration de Caveirac sur la commune de Langlade. Coordonnées WGS84 : X 43.813197 / Y 4.232793.

Article 6 : Espèces autorisées et quantité maximale

Le bénéficiaire est autorisé à effectuer des pêches d'inventaire scientifique sur les espèces piscicoles cyprinidés rhéophiles, brochets de tous les stades de développement présents, sur le cours d'eau le Rhony, sur la commune de Langlade.

Un échantillonnage exhaustif par pêche électrique complète est effectué, selon les recommandations des normes NF-EN-14011 et XP T90-383 en vigueur.

Article 7 : Moyens de capture autorisés et sécurité des utilisateurs et du public

Les pêches d'inventaire scientifique sont réalisées au moyen du matériel de pêche électrique de type portatif suivant :

- * EFKO - FEG 1500 (1500W) – tension 150-300/300-500 V DC – norme européenne IEC 60335-2-86.

La désinfection du matériel en fin d'opération est réalisée de manière systématique à l'aide de Virkon en bain d'immersion pour les waders et épuisettes et par aspersion pour le reste du matériel du bateau.

Toutes les précautions nécessaires au bon déroulement des opérations ainsi que les aspects liés à la sécurité des utilisateurs et du public sont mis en œuvre.

Article 8 : Destination des captures

L'ensemble des espèces piscicoles capturées sont remises à l'eau, après identification et biométrie (taille et poids).

Seules les espèces piscicoles susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques dans les cours d'eau et dont leur introduction y est interdites (art R 432-5 du code de l'environnement et arrêté du 14 février 2018 relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes) sont détruites sur place :

* Perche soleil (art R 432-5 du code de l'environnement)

* Pseudorasbora

* Poisson chat

* Ecrevisse américaine

* Ecrevisse de Californie

* Ecrevisse de Louisiane

Article 9 : Accords du (des) détenteur(s) du droit de pêche

Le bénéficiaire ne peut exercer les droits qui sont liés à la présente autorisation que s'il a obtenu l'accord du (ou des) détenteur (s) du droit de pêche.

Article 10 : Déclaration préalable

Une semaine avant chaque opération, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'informer du programme, avec les dates, lieux de capture et heure de début de pêche sur la station inventoriée :

► le service départemental de l'office français de la biodiversité - courriel : sd30@ofb.gouv.fr

Article 11 : Compte rendu d'exécution

Dans le délai de six mois suivant la réalisation de l'opération, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'adresser au service départemental de l'office français de la biodiversité du Gard, à la direction départementale des territoires et de la mer du Gard ainsi qu'à la fédération du Gard pour la pêche et la protection du milieu aquatique un compte rendu sur les opérations réalisées en indiquant les lieux, dates, objets et résultats obtenus.

Article 12 : Présentation de l'autorisation

Le bénéficiaire de la présente ou le responsable de l'exécution matérielle de l'opération doit être porteur de la présente autorisation lors des opérations. Il est tenu de la présenter à toute demande des agents commissionnés au titre de la police de la pêche.

Article 13 : Retrait de l'autorisation

La présente autorisation est personnelle et incessible. Elle peut être retirée à tout moment sans indemnité, si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

Article 14 : Publication

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sur le site internet de la préfecture : www.gard.gouv.fr.

Article 15 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

Les décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée.
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :

a) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

b) La publication au recueil des actes administratifs ; cette publication est assurée par le représentant de l'État dans le département dans un délai de quinze jours à compter de l'adoption de la décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°. Les tiers peuvent également déposer une réclamation après la mise en service, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions de l'arrêté : le préfet dispose de deux mois pour y répondre. En cas de rejet implicite ou explicite, les intéressés disposent d'un délai de deux mois pour se pourvoir contre cette décision.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 16 : Exécution

Le directeur départemental des territoires et de la mer du Gard, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité du Gard, le colonel commandant du groupement de gendarmerie du Gard sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont notification sera adressée au bénéficiaire, et une copie au président de l'association des pêcheurs professionnels Rhône aval méditerranée, à la fédération de pêche du Gard ainsi qu'à la commune de Langlade.

Nîmes, le 14 septembre 2023

Pour le préfet et par délégation,

Le chef de l'unité gestion qualitative
et milieux aquatiques,

SIGNE

Laurent MORAGUES